

-2- Quelle unité ?

LE CONTENU
DE L'UNITÉ

A propos du livre de Henri Krasucki «Syndicats et unité»

Dans le numéro précédent, nous avons commencé à participer au débat proposé par Henri Krasucki. Nous continuons ici sur la question du contenu de l'unité.

Quel changement ?

«Les problèmes de l'unité, s'ils se posent de manière précise pour les problèmes de la défense des intérêts les plus urgents des travailleurs, se posent aussi, compte tenu des conditions de la lutte, pour le changement.» précise Henri Krasucki au début du chapitre consacré à «l'union pour le changement» (p 191). Et il pose les questions : «Quel changement ? Pourquoi n'y est-on pas encore parvenu ? Comment s'y prendre mieux ?»

Les réponses d'Henri Krasucki tiennent en quelques lignes : «Pour changer, il faut toucher à l'essentiel. Au capital, à la propriété des grands moyens de production et d'échange, aux privilèges, au pouvoir de décision, à l'état de sujétion du plus grand nombre.» (p 202). «Pour changer la façon de vivre, de travailler, pour accomplir ces transformations, il faut instaurer un nouveau type de rapports dans la société, donner aux gens le droit et les moyens d'être partie prenante dans les décisions, à l'entreprise et dans la cité, et cela s'appelle gestion démocratique, autogestion, socialisme démocratique.» (p 203)

Pour y parvenir, Henri Krasucki propose : «Le rassemblement de forces sociales doit évidemment trouver son expression politique dans l'union de la gauche en vue d'un véritable changement.» (p 196). Mais il ajoute : «Nous avons connu trois grandes expériences d'union : 1936, la libération, le programme commun.» (p 205). «Pourquoi ont-elles échoué ? Pourquoi l'union n'a-t-elle pas tenu le coup ?» (p 206). La réponse essentielle à ces questions c'est «la forte propension permanente, dans les profondeurs, à s'en remettre aux ententes de sommet et à céder aux illusions.» (p 208). Dès lors, il faut amener «la masse des travailleurs et aussi des militants à s'interroger sur eux-mêmes, sur leurs propres responsabilités.» (p 209). Mais qui donc a entretenu les illusions des travailleurs et des militants, en particulier sur le programme commun qui allait permettre de tout régler, sur les dirigeants du parti socialiste ? Les dirigeants du PCF portent une lourde responsabilité qu'Henri Krasucki cherche à éluder.

Mais plus généralement, Henri Krasucki ne propose aucune perspective concrète pour déboucher sur le changement, sauf à «dire les choses comme elles sont» (p 209) et à «renforcer la CGT dans tous les domaines» (p 213), ce qui conduit, de plus en plus fréquemment, à multiplier les appels

aux militants CFDT pour qu'ils rejoignent la CGT. On en trouve d'ailleurs une expression dans le livre d'Henri Krasucki quand il insiste sur la place des travailleurs chrétiens dans la CGT. Mais que devient le problème de l'unité, de l'unité d'action dans tout cela ? Et sur quel contenu ?

Contre
l'abandon national ?

Tout au long de son livre, Henri Krasucki met au premier plan la question de «l'abandon national que représente la démolition de tant de secteurs de l'industrie et de l'activité économique» (p 114). Citons, en particulier, «la politique délibérée de démission nationale. On renonce au développement industriel du pays, on renonce au potentiel existant au profit du renforcement des positions de l'industrie ouest-allemande.» (p 118). «La classe dirigeante ferme les hauts-fourneaux, les aciéries, organise le déclin de la machine-outil, de la construction navale, de la téléphonie et d'autres branches fondamentales.» (p 138). Il insiste sur «la bataille pour l'acier français» (p 141), «Le démantèlement de la sidérurgie française» (p 143), la lutte contre «les naufrageurs de l'acier français» (p 145).

Est-ce bien là l'enjeu de la lutte de classe ? Ce serait oublier que les monopoles français et leurs dirigeants mènent, dans de nombreux secteurs, une politique active, offensive, de redéploiement, de développement des exportations, d'exportations de capitaux. Fixer comme cible aux luttes «produisons français», ce serait inventer une communauté d'intérêts entre capitalistes et travailleurs face à la concurrence internationale ; ce serait tourner le dos à la solidarité entre travailleurs des différents pays, ce serait se laisser entraîner dans la guerre économique que se livrent les capitalistes entre eux pour la conquête des marchés. Pourtant Henri Krasucki écrit, à juste titre : «Les travailleurs ouest-européens ont besoin de s'épauler pour défendre leur pouvoir d'achat, s'opposer à la concurrence que l'on veut établir entre eux d'un pays à l'autre, lutter contre le chômage, conquérir des droits nouveaux.» (p 162). Alors pourquoi avoir fait de la défense de l'acier français le mot d'ordre central de la lutte contre les licenciements dans la sidérurgie ? D'autant que dans ce cas particulier l'acier français ne se porte pas si mal : alors qu'en 1976 la France importait plus d'acier qu'elle n'en exportait, c'est depuis l'inverse. Pour les 8 premiers mois de 1980, les expor-

tations sont supérieures de plus de 25% aux importations !

Sans tenir compte des faits, Henri Krasucki veut imposer à la CGT de reprendre la ligne des dirigeants du PCF, ce qui se retrouve dans les positions qu'il défend sur la questions de l'impérialisme.

Quelle lutte
contre l'impérialisme ?

Henri Krasucki consacre un chapitre à la «dimension internationale» : «La lutte de classe se déroule dans chaque pays et elle se déroule aussi à l'échelle internationale. Les deux dimensions existent et s'influencent réciproquement» (p 146) «Nous vivons en un siècle de fantastiques bouleversements politiques, économiques, sociaux et culturels» (p 147).

Henri Krasucki insiste sur le «recul constant et accéléré» de l'impérialisme américain, sur ce fait qu'«il ne peut plus dicter sa loi au monde entier» (p 150). Et il prend comme exemples l'Iran, le Zimbabwe, le Nicaragua. Mais c'est pour ajouter qu'il y a «renforcement de l'atlantisme», «recherche de la tension internationale, relance éperdue de la course aux armements les plus redoutables» (p 153)

Quelle appréciation Henri Krasucki porte-t-il sur l'URSS ? La réponse est précise : «La CGT a de longue date salué le tournant de l'histoire qu'a constitué la révolution d'Octobre, l'édification d'une société socialiste en URSS, puis de sociétés socialistes dans de nombreux pays. Elle a soutenu leurs combats, apprécié leurs grandes conquêtes, leurs réalisations et le rôle immense que ces pays jouent pour le maintien de la paix, l'appui qu'ils apportent au mouvement ouvrier et aux forces de progrès dans le monde. C'est pourquoi on ne nous trouvera jamais du côté de ceux qui dénigrent les pays socialistes» (p 236 - C'est nous qui soulignons). Que fait Henri Krasucki de l'invasion de l'Afghanistan et de la répression sauvage de tout un peuple qui résiste, de l'agression sauvage contre l'Erythrée, de l'occupation du Cambodge, de l'intervention en Tchécoslovaquie, hier condamnée ? Que fait-il de l'utilisation par l'URSS de plus de 50 bases en Afrique, en Asie, en Amérique latine ? Comment justifie-t-il que l'URSS se livre à une course effrénée aux armements pour acquiescer la suprématie mondiale ?

La question de la lutte contre les deux superpuissances impérialistes, USA et URSS, contre la montée de la guerre qu'entraîne leur rivalité pour l'hégémonie mondiale est éludée au profit d'un soutien précis à l'URSS : «Le rap-

port des forces mondiales évolue au détriment de l'impérialisme et à l'avantage des forces sociales et progressistes» (p 149).

Henri Krasucki en conclut : «Dans ce monde en mouvement où le rapport des forces évolue en faveur des forces de progrès et de la paix, la classe ouvrière a des atouts majeurs» (p 164). Autrement dit, la situation devient favorable de par l'offensive hégémoniste soviétique. Ce qui revient à vouloir inscrire la stratégie et la tactique de la CGT dans la mouvance d'une des deux superpuissances impérialistes.

Henri Krasucki justifie, dès lors, le maintien de la CGT à la FSM «avec qui nous avons tant en commun», et rejette le fait que la Confédération européenne des syndicats conditionne l'admission de la CGT à son affiliation internationale : «Nous voulons être avec tout le monde en restant nous mêmes. Dans le FSM, avec tous ceux qui y sont. Dans la CES également et, pourquoi pas, dans la CISL (Confédération internationale des syndicats libres)» (p 167). Et de rajouter : «L'unité d'action syndicale n'est pas basée sur la communauté idéologique, mais sur la communauté d'intérêts», ce qui est fondamentalement juste et devrait justifier la recherche permanente de l'unité d'action.

Offensive ou défensive ?

Inscrivant la stratégie confédérale dans le cadre de l'offensive générale de l'impérialisme russe, rien d'étonnant à ce qu'Henri Krasucki présente la situation actuelle de la classe ouvrière comme marquée par une situation d'offensive.

Tout le livre est imprégné de cette analyse. Retraçant les six premiers mois de 1980, il écrit : «Globalement, il s'est agi d'un semestre d'une densité exceptionnelle d'actions. On ne trouvera guère d'année comparable depuis fort longtemps, si l'on excepte évidemment 1968 qui relève du raz-de-marée» (p 13). Henri Krasucki parle à ce propos de «quelque chose de nouveau, comme un inversement de tendance» (p 19) et ajoute : «Non, décidément non, les travailleurs ne se sentent ni faibles, ni démunis, ni résignés» (p 40) ou «La réaction principale des travailleurs est à base de combativité» (p 193).

Pourtant Henri Krasucki analyse concrètement que la politique du gouvernement est «une attaque de grande envergure, qui n'a guère de précédents» (p 119). Il parle même de la volonté des Giscard-Barre-Ceyrac «d'imposer un retour de 50 ans en arrière» (p 193).

Il ne s'agit pas de nier que les luttes du printemps 1979 ont été marquées par une combativité certaine et qu'elles ont permis d'enre-

gistrer des résultats. Mais de bien analyser la situation. Les luttes ont été pour la plupart défensives. L'offensive du gouvernement et du patronat ne reste pas sans succès, la résistance des travailleurs n'ayant pas permis de la mettre en échec : baisse du pouvoir d'achat, augmentation du chômage, mise en place de la nouvelle convention médicale, atteintes de plus en plus fréquentes aux libertés.

Il est sûr que s'il n'y avait pas de luttes, la situation serait bien pire encore. La résistance des travailleurs permet de limiter les conséquences de l'attaque. Cela n'en fait pas une offensive pour autant. Or, selon que l'on estime que la classe ouvrière est à l'offensive ou sur la défensive, on débouche sur des tactiques différentes. Nous qui analysons, à partir des faits, que la classe ouvrière est aujourd'hui sur la défensive, qu'elle doit faire face à un ennemi de classe en position de force, mettons l'accent sur la recherche de l'unité d'action la plus large possible pour faire face à ces attaques.

L'analyse consistant à présenter la classe ouvrière à l'offensive conduit à sous-estimer considérablement l'importance actuelle de l'unité. C'est d'ailleurs ce qui ressort de l'ensemble du livre d'Henri Krasucki, malgré les appels répétés à l'unité.

La clarification
nécessaire

On pourrait prendre bien d'autres extraits du livre d'Henri Krasucki, qui mériteraient confrontation, débat. Nous avons voulu aller à ce qui paraît essentiel, afin d'apporter notre contribution au «vrai débat, sans complaisance et sans mesquinerie» que l'auteur propose (p 10).

«Ce qui est anormal, c'est que des formations - même agissant sur des plans différents comme syndicats et partis - qui se réclament des intérêts de classe des travailleurs, aboutissent à des analyses diamétralement opposées d'une même situation et à des attitudes contraires. Dans ce cas, quelqu'un se trompe ou bien n'est pas vraiment sur des positions de classe correctes, pour une raison ou pour une autre» (p 197) analyse Henri Krasucki. Nous pensons, comme lui, qu'il est aujourd'hui indispensable de procéder, dans le mouvement ouvrier, à la clarification nécessaire des stratégies et des tactiques afin de défendre réellement les intérêts de classe des travailleurs.

Voilà qui contribue à forger la véritable unité.